

Aménagement



Le Canton devra densifier davantage. Mais pour déclasser la zone villas, il faudra convaincre les habitants, ce qui n'ira pas de soi!

Zone agricole: le blocage de Berne divise à Genève

Nécessaire ou pénalisant? La protection des terres arables crée toujours un clivage dans les partis

Christian Bernet

La protection de la zone agricole crée un clivage à Genève. Les réactions contrastées à la prise de position bernoise le démontrent. Hier, nous révélions dans nos pages que la Confédération limitait les emprises sur les terres agricoles que prévoyait Genève pour son urbanisation. Le Canton souhaitait déclasser d'ici à 2030 près de 500 hectares. Il devra se contenter du tiers. La raison: le maintien obligatoire de 8400 hectares en surface d'assolement (SDA), c'est-à-dire de bonnes terres nécessaires à l'agriculture.

Les Verts, sans surprise, sa-

luent les restrictions dictées par Berne. «Chaque seconde, le pays perd 1,1 m² de terres agricoles, relève le député François Lefort. L'urbanisation a détruit les meilleures surfaces du Plateau. Or, on ne peut pas vouloir une agriculture de proximité et retirer la terre aux paysans. Et les générations futures en auront besoin. D'autant plus que partout, elles sont menacées par l'urbanisation et les changements climatiques. Aujourd'hui déjà, il faut l'équivalent de deux territoires suisses pour nourrir le pays.»

Traitement différencié

A droite, on estime qu'il ne faut pas traiter tous les cantons de la même manière. «Deux pôles façonnent la prospérité de la Suisse, signale Benoît Genecand, député PLR: Zurich et l'arc lémanique. Il n'est pas logique de leur réserver le même traitement qu'ailleurs. Malheureusement, la politique fédérale est marquée par un souci de développement uniformisé.»

«On ne peut pas mettre sous une cloche à fromage le canton qui apporte tant à la prospérité du pays», poursuit Christophe Aumeunier, député PLR et secrétaire général de la Chambre genevoise immobilière.

Ce dernier relève un point piquant. «Le Plan directeur a été négocié durant six ans. Il émane du projet d'agglomération que Berne a avalisé. Or, durant toutes ces années, cette limitation sur les terres agricoles n'a jamais été mentionnée. C'est très étonnant.» Selon lui, il faut faire pression pour revoir ces quotas de SDA que Berne impose. «Il est impensable que l'on s'en tienne à cela.»

Les conséquences du durcissement bernois sont connues: Genève devra densifier davantage. Cela n'ira pas de soi. Les plus grands potentiels sont inventoriés. Il s'agit du projet Praille-Accacias-Vernets, qui tarde à livrer ses premiers logements, ainsi que la zone villas. Le Plan directeur pré-

voit d'en urbaniser 10% environ, aux abords de la ville.

«Cette décision sur la zone agricole n'est pas une bonne nouvelle pour la crise du logement, relève la socialiste Carole-Anne Kast, du Rassemblement pour une politique sociale du logement. Il n'y a pas de majorité politique pour urbaniser la zone villas. Certains ont intérêt à la pénurie pour maintenir des prix élevés.»

Concertation

«Déclasser la zone villas va provoquer une levée de boucliers, prévient Christina Meissner, députée UDC et membre de Pic-Vert, l'association des propriétaires. L'Etat doit faire de la concertation pour convaincre les habitants. Et leur donner une chance de proposer des projets alternatifs.»

La densité est tout aussi controversée que la zone agricole. A tort, selon François Lefort. «On peut très bien construire des quartiers denses et de qualité. Carouge est très dense et on y vit très bien.»

Des Kurdes créent une association pour Kobané

La communauté se mobilise à Genève pour reconstruire la ville dévastée par les combats contre le groupe Etat islamique (Daech)

«Nous voulons lancer un appel aux différentes institutions et aux citoyens pour demander une aide financière afin de contribuer à la reconstruction de la ville de Kobané», exprime le Genevois Ramazan Tutar, membre du comité de l'association Centre kurde des droits de l'homme. Pour cela, il vient de créer une association, dont le conseiller national genevois Carlo Sommaruga est notamment membre.

Assiégée pendant des mois par les djihadistes avant d'être libérée en janvier par les forces kurdes, Kobané est aujourd'hui presque entièrement détruite. «La ville comptait auparavant quelque 80 000 habitants, qui ont tous fui pendant les combats. Ils commencent à y retourner, mais cela reste très dangereux pour eux. Car il y a des mines partout», décrit Ramazan Tutar. Des morts et des blessés sont à déplorer parmi les civils. Un travail important de déminage est nécessaire avant toute reconstruction.

Touché par cette tragédie, même s'il n'a pas de famille sur place, Ramazan Tutar a voulu agir en créant le Comité suisse pour la reconstruction de Kobané, dont il est le coprésident. «Nous voulons collecter des fonds pour bâtir dans un premier temps des écoles, des crèches, des orphelinats.» Un chantier de longue haleine.

Ce projet reçoit le soutien du socialiste Carlo Sommaruga, coprésident du Groupe parlementaire d'amitié avec le peuple kurde. «Cette action lancée à Genève pourrait être soutenue par les autorités. Elle compléterait le projet initié par des députés bâlois d'origine kurde destiné à financer des containers d'habitation à Kobané», explique l'écu.

Comment développer l'aide humanitaire à Kobané, dans une situation fragile? Quelles sont les

«Nous voulons collecter des fonds pour bâtir dans un premier temps des écoles, des crèches, des orphelinats»

Ramazan Tutar
Membre du Comité suisse pour la reconstruction de Kobané

actions à mener depuis la Suisse? Carlo Sommaruga abordera ces questions lors d'une conférence organisée par le nouveau comité à Genève, le 29 avril. Le représentant du principal parti kurde de Syrie, Salih Muslim, de passage en Suisse, et le journaliste et chercheur Vicken Cheterian comptent aussi parmi les orateurs.

Sophie Roselli

Conférence Le 29 avril à 20 h 30, salle UOG, 3, place des Grottes.

Prix Martin Ennals

3

Trois personnes ont été nommées pour le Prix Martin Ennals 2015. Décerné par la Ville de Genève, il récompense des défenseurs des droits humains. Robert Sann Aung (Myanmar), avocat, a été plusieurs fois emprisonné dans son pays mais continue à défendre les opprimés. Asmaou Diallo (République de Guinée), elle, se bat pour les parents et amis des victimes d'une tuerie perpétrée par l'armée guinéenne en 2009. Ahmed Mansour (Emirats arabes unis) se concentre sur des initiatives en faveur de la liberté d'expression et des droits civils et politiques. **X.L.**

Accident Heurtée par un scooter, une piétonne blessée

Mercredi, vers 17 h 20, une piétonne a été grièvement blessée, heurtée par un scooter. Le scootériste, 44 ans, venait du quai de Cologny et circulait sur le quai Gustave-Ador en direction de Rive. C'est à la hauteur de l'avenue William-Favre que la collision s'est produite avec la personne qui traversait la rue sur le passage pour piétons. Elle venait du lac et se dirigeait vers l'avenue William-Favre. Pour établir les circonstances de l'accident, la police recherche d'éventuels témoins. Ils peuvent appeler au 022 427 64 50 **C.F.**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève

Grand débat public

Élections municipales

Les candidats à l'Exécutif de la Ville de Carouge s'affrontent !

Grand débat public à Carouge

Lundi 27 avril à 18h30

Salle du Rondeau (bd des Promenades 26)

Entrée libre

Débat animé par :

David **HAEERLI** rédacteur en chef adjoint de la *Tribune de Genève*

- Bertrand **BUCHS** (PDC)
- Anne **HILTPOLD** (PLR)
- Stéphanie **LAMMAR** (PS)
- Sandro **PISTIS** (MCG)
- Nicolas **WALDER** (Les Verts)